

Bienvenue dans la newsletter dédiée à nos dernières activités dans la région du Sahel. Parcourez cette édition pour rester informé sur nos projets soutenant le développement d'un secteur de la sécurité plus responsable et efficace.

## BURKINA FASO



### Formation des comités locaux de contrôle citoyen sur les mécanismes de traitement des cas de VBG

Du 27 au 29 mai, le Groupe de recherche-action sur la sécurité humaine (GRASH) et le Centre pour la qualité du droit et la justice (CQDJ) ont organisé, en collaboration avec DCAF, une formation au profit des comités locaux de contrôle citoyen qui sont composés de représentants d'organisations de la société civile (OSC) et agissent comme point focaux pour le GRASH et le CQDJ dans les communautés. La formation portait sur les mécanismes de suivi et de référencement des cas de violences basées sur le genre (VBG) et a donc abordé les questions de cadre juridique et de procédure de saisine. Un total de 29 personnes, dont neuf femmes, issus du comité de la Boucle de Mouhoun ont bénéficié de la formation et sont désormais capables de soutenir les personnes victimes de VBG en les informant, accompagnant et orientant sur les voies de prise en charge disponibles et adaptées à leur situation. En parallèle de cela, les participants ont également renforcé leurs connaissances sur les mécanismes de plaintes, de saisines et de voies de recours de la commission nationale des droits humains (CNDH). Après des formations similaires, dispensées par DCAF dans deux autres régions, trois comités ont désormais des membres servant de ressources à leur communauté pour les informer sur les mécanismes et voies de recours en cas de plaintes.

---





### **Formation sur la liberté d'expression et la cohésion sociale**

En partenariat avec DCAF, le Conseil supérieur de la communication (CSC) et la Direction générale de la communication et des médias (DGCM) ont tenu une session de formation sur la liberté d'expression et la cohésion sociale du 28 au 30 mai. L'atelier était destiné à sept organisations de la société civile actives dans la sphère médiatique et dans la promotion du dialogue et de la communication. La formation a renforcé les capacités des 22 participants, dont sept femmes, sur le cadre légal de la liberté d'expression en ligne et hors ligne, ainsi que sur le rôle de chacun des acteurs dans la préservation de la cohésion sociale et du vivre ensemble, surtout dans le contexte sécuritaire que connaît le Burkina Faso. Les participants ont saisi l'opportunité pour formuler des recommandations au Conseil supérieur de la communication et à la Direction générale de la communication et des médias en demandant notamment une autonomisation accrue des médias de service public, une protection renforcée de l'indépendance éditoriale des médias et l'organisation de campagnes de sensibilisation sur la désinformation, les discours haineux et l'utilisation des réseaux sociaux.

## **MALI**





## Formation des relais communautaire de la CNDH

Du 21 au 23 mai, la Commission nationale des droits humains (CNDH) a organisé, en partenariat avec DCAF, une formation sur les droits humains et la conduite d'enquête au profit de relais communautaires de la région Koulikoro. La CNDH a ouvert son bureau régional de Koulikoro en avril 2024 afin de mener sa mission de protection et promotion des droits humains dans la région. Pour se faire, elle a identifié 25 relais communautaires qui sont des personnes ressources connaissant très bien le contexte local et étant actives dans la défense des droits humains. Ces partenaires locaux font des activités de sensibilisation et relayent les allégations d'abus de droits humains à la CNDH qui décidera ensuite de mener les enquêtes appropriées. Afin de remplir cette mission, 25 participants dont 11 femmes ont été outillés sur les droits humains et les techniques d'enquête et de documentation des abus selon les standards de qualité de la CNDH. Les différentes sessions ont couvert de nombreux sujets tels que le rôle des relais, le fonctionnement de la CNDH, la protection des victimes et témoins, les droits des détenus, la visite des lieux de privations de libertés, la conduite et le suivi d'enquête. Grâce à cette formation, les membres des communautés ont désormais des personnes ressources capables de les soutenir et les orienter en cas de plaintes, mais également capables de collecter des éléments d'enquêtes afin de faciliter le travail de la CNDH lorsque celle-ci se sera saisie de l'affaire. Les participants ont exprimé un besoin d'être formés spécifiquement aux cas de violences basées sur le genre et les enquêtes qui en découlent afin de répondre à ce phénomène particulièrement prévalent dans la région.



## Réunions des CCS communaux du district de Bamako

Après la création des comités consultatifs de sécurité (CCS) communaux en décembre 2023, cinq communes du district de Bamako ont organisé, avec le soutien de DCAF, la première réunion de leur comité communal respectif au cours du mois de mai. De nombreux segments de la société sont représentés durant ces réunions dont les autorités politiques, les représentants de la police, des représentants de la société civile tels que des chefs de quartiers, des médias, des organisations des jeunes, des femmes, des chasseurs et des communicateurs traditionnels. Durant ces réunions, les représentants des unités des forces de sécurité présentent la situation sécuritaire des communes. Ensuite, les participants sont invités à poser des questions et mener des discussions afin d'identifier leurs priorités sécuritaires. Les préoccupations relevées au cours des différentes réunions varient d'une commune à l'autre tout en se recoupant partiellement. Les participants ont notamment relevé la criminalité en bande organisée, la consommation de stupéfiants, l'incivisme provoquant des accidents de circulation, le phénomène des enfants talibés, la construction illégale de lieux de jouissance à proximité des écoles et des lieux de culte ainsi que les difficultés de collaboration entre la police et les populations. Chaque commune a finalement formulé des recommandations à l'intention des autorités et des forces de sécurité pour remédier à ces problématiques. Lors des prochaines réunions, un suivi de la mise en œuvre de ces recommandations sera effectué afin d'assurer la redevabilité des responsables envers la population. Les réunions des CCS fournissent un espace essentiel pour que la société civile puisse exprimer régulièrement ses besoins en matière de sécurité et ainsi mettre la sécurité humaine au centre de l'action de l'Etat.



### **Formation au leadership du personnel féminin de la Police nationale**

En partenariat avec DCAF, la Police nationale a organisé, au cours du mois de mai, deux formations sur le leadership, la gestion des risques, le genre et les violences basées sur le genre (VBG) pour les femmes officiers et sous-officier du district de Bamako et la région de Sikasso. Les formations ont permis de renforcer les capacités de 150 policières à faire face aux défis spécifiques qu'elles seront probablement amenées à affronter au cours de leur carrière et notamment dans leurs fonctions de cadre. Pour se faire, les participantes ont échangé durant cinq jours de formation sur de nombreux sujets tels que l'égalité des genres, les VBG et les mécanismes nationaux de lutte contre celles-ci, le leadership, la prise de parole, la résistance au changement et la gestion des risques personnels pour le personnel féminin. Pour clôturer la formation, les participantes ont formulé des recommandations dont celle de former un réseau de femmes cadres de la police pour un soutien mutuel et une collaboration renforcée entre les femmes de la police. Les formations au leadership à destination des femmes s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action genre (2024-2027) de la Police Nationale qui vise à éliminer les obstacles au recrutement à la promotion, et les conditions de travail du personnel féminin au sein de la Police Nationale du Mali.

---

**NIGER**





## Rencontre avec l'Association des Scouts du Niger

Le mercredi 29 mai, une rencontre d'échange a eu lieu entre DCAF et l'Association des Scouts du Niger. Cette rencontre a permis de discuter des perspectives de partenariat et d'approfondir les réflexions sur les domaines dans lesquels DCAF pourrait apporter du soutien à l'Association des Scouts du Niger. A travers son réseau de 7000 volontaires répartis dans toutes les huit régions du Niger, les scouts sont disposés à être formés et aussi soutenir la mise en oeuvre de formations sur le rôle des jeunes dans la gouvernance et réforme du secteur de la sécurité (GRSS), souhaitant ainsi acquérir des compétences et des connaissances pour jouer un rôle actif dans ce domaine. Ils souhaitent également s'impliquer dans les campagnes de mobilisation et de sensibilisation concernant la prévention de l'extrémisme violent. La lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) est une autre priorité pour les scouts, qui désirent mener des actions concrètes en ce sens. En outre, les scouts souhaitent encourager leurs collègues à rencontrer les représentations de DCAF à Ouagadougou et à Bamako afin de renforcer cette dynamique et d'élargir les initiatives de collaboration. Cette rencontre marque un pas important vers une collaboration fructueuse entre le DCAF et l'Association des Scouts du Niger, ouvrant la voie à de futurs projets communs bénéfiques pour les jeunes et la population au Niger.

---

INTERNATIONAL



### Table ronde pour repenser la RSS dans les contextes de transition militaire

À l'occasion du Forum de Stockholm sur la paix et le développement organisé par Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), tenu du 6 au 8 mai en Suède, DCAF and Research and Action for Peace Network (REcAP) ont réuni un panel d'experts pour tirer les enseignements de l'expérience du Sahel quant aux implications des transitions militaires sur les processus de réforme du secteur de la sécurité (RSS). Sous la modération d'Ornella Moderan (DCAF) et Virginie Baudais (SIPRI), Niagalé Bagayoko (African Security Studies Network), Jocelyne Nahimana (Union Africaine), Soumaila Lah (Alliance Citoyenne RSS, Mali), Vianney Bisimwa (Center for Civilians in Conflict) ont relevé les échecs des processus passés, imputables en grande partie à une insuffisante prise en compte des réalités de l'économie politique locale. Ils et elles ont aussi souligné l'importance de rester engagés malgré les coups d'État, en adoptant des interventions modestes et centrées sur les personnes, et en saisissant les opportunités de réforme parfois offertes par les régimes militaires.

## Découvrez notre rapport annuel 2023

En 2023, DCAF a participé à améliorer la sécurité des personnes et des Etats partout dans le monde. [Cliquez ici pour découvrir comment en lisant notre rapport annuel.](#)





---

Suivez-nous sur les réseaux sociaux:



DCAF Le Centre pour la  
gouvernance du secteur  
de la sécurité, Genève

Cet email a été envoyé à [{{contact.EMAIL}}](#)  
Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)